

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 06/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAGT SEMENCES

rue Emile Singla
Site de Bourran
12000 Rodez

Références : 12-CRARC-2025-44
Code AIOT : 0006803481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement RAGT SEMENCES implanté Les Molinières 2450 route de Baraqueville 12450 Calmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réactive du 30 janvier 2025 a été réalisée à la suite d'un signalement de pollution liée potentiellement aux activités du site.

L'exploitant a identifié le 21 janvier un transfert vers le réseau d'eau pluviale du site d'environ 200 litres d'eau de rinçage provenant de la ligne CD70 du bâtiment 35. Cette ligne est dédiée au traitement (pelliculage) et au conditionnement des semences.

La précédente inspection a été réalisée le 13 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAGT SEMENCES
- Les Molinières 2450 route de Baraqueville 12450 Calmont
- Code AIOT : 0006803481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site RAGT SEMENCES des Molinières, créé en 1970, s'étend sur 20 ha dont environ 4,2 ha couverts. Il est dédié au séchage, tri, calibrage, traitement et conditionnement des semences. Il est autorisé par l'arrêté préfectoral n°12-2018-11-28-005 du 28 novembre 2018.

Il est notamment soumis à autorisation pour la rubrique 2160 (silos) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et à enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôt) et 2260 (calibrage et séchoir). Le risque d'incendie est le risque prépondérant.

Les activités de RAGT Semences se décomposent en 4 grandes étapes:

- récolte, effeuillage pour le maïs et séchage, sauf pour les céréales;
- tri, calibrage et stockage des semences;
- traitement par pelliculage avec une bouillie de produits phytosanitaires et conditionnement;
- stockage des produits finis et expédition.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration des accidents et incidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 519-69	Demande d'action corrective	15 jours
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.2.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Confinement des eaux susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article IV du 7.4.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser une analyse approfondie de l'incident afin d'identifier et mettre en œuvre des mesures permettant d'éviter qu'un accident ou un incident similaire ne se reproduise. Cette analyse sera transmise sous 15 jours au préfet et à l'inspection des installations classées.

Des améliorations sont notamment attendues concernant la connaissance du réseau d'eau pluviale, la gestion du débit permanent dans le réseau d'eau pluvial, la séparation des réseaux et l'entretien des dispositifs permettant le confinement des eaux du site.

L'exploitant doit informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'incident ou d'accident sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 519-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Les éléments suivants sont basés sur les témoignages recueillis lors de l'inspection et correspondent à ce qui a été constaté le 30 janvier 2025. Les investigations à venir pour mieux comprendre et appréhender l'événement peuvent amener à modifier certains de ces éléments Description des installations : Des infiltrations d'eau provenant de la nappe phréatique ont lieu en sous sol du bâtiment 35. Ces

infiltrations sont collectées vers un point bas disposant d'une pompe de refoulement qui renvoie les eaux vers une des descentes d'eau pluviale du bâtiment 35.

Le circuit de refoulement de la pompe offre aussi la possibilité de renvoyer d'éventuels produits chimiques issus d'un déversement accidentel vers une cuve GRV de 1000 litres. En situation normale, cette cuve permet de récupérer les eaux de rinçage provenant de la ligne CD70 du bâtiment 35. La ligne CD70 est dédiée au traitement (pelliculage) et au conditionnement des semences.

Une vanne normalement fermée du côté cuve GRV et une vanne normalement ouverte du côté de la descente d'eau pluviale permettent de choisir la destination des eaux refoulées.

L'exploitant procède à un rinçage de son installation de pelliculage lorsqu'il change de formulation. Chaque rinçage génère environ 30 litres d'effluents contenant des résidus des produits utilisés pour le pelliculage. Ces effluents sont entreposés dans la cuve GRV de 1000 litres.

Substances mises en jeu lors de l'incident

Lors de l'incident, l'installation de pelliculage de la ligne CD 70 du bâtiment 35 procédait à un pelliculage des semences à l'aide des produits suivants :

- Korit 420 FS, produit phytosanitaire qui est notamment très toxique pour les organismes aquatiques ;
- Sepiret 9290 Red liquid seed coating destiné au revêtement de semences ;
- Force 20 CS, insecticide qui est notamment très toxique pour les organismes aquatiques ;
- Redigo M, fongicide qui est notamment très toxique pour les organismes aquatiques ;
- Disco AG blue L-517 destiné au revêtement de semences.

Chronologie de l'incident :

- Avant le 21/01/25, la vanne qui isole le circuit de refoulement vers la cuve GRV est anormalement ouverte.
- 21/01/25 : un opérateur détecte une coloration anormale dans le bassin de gestion des eaux pluviales situés au point bas du site et identifie un déversement d'effluents dans le réseau d'eau pluviale

Intervention moyen déployés

21/01/25 :

- la vanne de confinement située entre le bassin et le débourbeur déshuileur du site est fermée, le réseau d'eau pluviale ne rejette plus vers le milieu
- les investigations réalisées sur le réseau d'eau pluviale du site permettent de remonter jusqu'au bâtiment 35 et d'identifier l'origine du déversement. Par effet siphon la canne qui plongeait en partie dans la cuve GRV a siphonnée environ 200 litres du GRV. La vanne a été fermée et le circuit démonté

22/01/25

- le réseau d'eau pluviale a été nettoyé à l'aide des RIA du site
- les eaux confinées dans le bassin de gestion des eaux pluviales et le débourbeur deshuileur ont été pompées vers des citernes pour traitement vers des installations dédiées. Au total 107 m³ d'eau ont été pompés. Ce volume a été constitué par les 200 litres de la cuve GRV ayant été déversés auxquels s'ajoutent, les eaux issues du nettoyage du réseau d'eau pluviale, la pluie tombée lors du traitement des suites de l'évènement et les infiltrations d'eau provenant de la nappe phréatique.

L'inspection des installations classées a réalisé une visite de l'installation et notamment des parties suivantes :

- ligne de traitement CD70
- installation de pompage
- regards d'eau pluviale
- bassin de gestion des eaux pluviales
- débourbeur deshuileur

Elle a également réalisé une visite du cours d'eau en aval et au niveau du point de rejet de l'installation qui n'a pas permis de déceler de trace des effluents colorés produits par le rinçage de la ligne CD70. Elle a consulté les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur la ligne CD 70 et les bordereaux de suivi de déchets des citernes évacuées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément aux dispositions de l'article R519-69 du code de l'environnement, l'exploitant doit analyser l'incident et proposer des mesures afin que des incidents similaires ne puissent se reproduire.

L'exploitant transmettra sous 15 jours le rapport d'incident prévu par l'article R519-69 du code de l'environnement. Il informera l'inspection des installations classées en cas d'impossibilité à respecter ce délai.

L'exploitant doit informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'incident ou d'accident sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents liquides

Prescription contrôlée :

[...] À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Constats :

<p>Le transfert d'effluents incidentel a notamment été causé par une liaison directe entre le réseau de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté en inspection que cette liaison avait été supprimée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Contrôler le réseau d'eau pluviale pour identifier les éventuelles liaisons entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le plan du réseau d'eau pluvial. Ce plan n'indiquait pas les parties du réseau d'eaux pluviales, et les regards, situés dans les bâtiments. Les pompes de relevage situées en points bas des bâtiments doivent également être identifiées sur le plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser une campagne de reconnaissance du réseau d'eau pluviale, particulièrement dans les bâtiments manipulant des substances dangereuses.</p>

Mettre à jour votre plan des réseaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande, Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vanne guillotine d'isolement du réseau d'eau pluviale située en aval du bassin de gestion des eaux pluviales peut être actionnée de 4 manières différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • manuellement à l'aide du volant situé sur la vanne, • à l'aide de deux boutons situés sur la vanne qui actionne le moteur électrique pour monter ou descendre la vanne guillotine, • à l'aide d'un pupitre déporté situé à proximité de la zone de pesage des poids lourds, • automatiquement en cas de détection d'hydrocarbure en sortie du débourbeur déshuileur. <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que la commande à distance de la vanne d'isolement n'était pas fonctionnelle et que la sonde hydrocarbure n'était également pas fonctionnelle. L'exploitant a précisé que ces équipement ne faisait pas, à sa connaissance, l'objet d'entretien préventif. Aucune consigne ne décrit comment isoler le réseau d'eau pluviale du milieu.</p> <p>La position de la vanne de sectionnement n'était pas signalée lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remettre en fonctionnement l'ensemble du dispositif d'isolement du réseau d'eau pluvial. Décrire dans une consigne les modalités d'entretien préventif et de mise en fonctionnement de ce dispositif. Signaler le dispositif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Confinement des eaux susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article IV du 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : L'inspection des installations classées a noté la présence d'un débit permanent dans le réseau d'eau pluviale du site. Ce débit serait notamment issu d'infiltration d'eau provenant de la nappe phréatique. Ce débit permanent est susceptible d'entraver la gestion correct d'un incident, accident (déversement, incendie) nécessitant le confinement d'eaux susceptibles d'être polluées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Quantifier et déterminer l'origine précise de ce débit d'eau permanent,• analyser les dispositions susceptibles de réduire le volume d'eau permanent à confiner en cas de sinistre,• prendre en compte ce débit permanent dans le dimensionnement du bassin de confinement des eaux. Ces demandes complètent les demandes associées au constat n°14 du rapport de l'inspection du 13 novembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois